

# BTS COLLABORATEUR JURISTE NOTARIAL

## CONDUITE D'UN DOSSIER EN DROITS DES PERSONNES, DE LA FAMILLE ET DU PATRIMOINE FAMILIAL – E5

**SESSION 2024**

---

**Durée : 4 heures**  
**Coefficient : 5**

---

**Matériel autorisé :**

L'usage de la calculatrice avec mode examen actif est autorisé.

L'usage de la calculatrice sans mémoire, « type collègue » est autorisé.

Tout autre matériel est interdit.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.  
Le sujet comporte 14 pages, numérotées de 1/14 à 14/14.

BTS COLLABORATEUR JURISTE NOTARIAL		Session 2024
CONDUITE D'UN DOSSIER EN DROIT DES PERSONNES – E5	Code : 24CJN5FAM	Page : 1/14

Vous êtes collaborateur dans l'étude de Maître Perrine LAFOURCADE, notaire associée de la SELARL ALLIANCE NOTARIALE DES GAVES, Étude de Maîtres Christian et Perrine LAFOURCADE, [etude.lafourcade@notaires.fr](mailto:etude.lafourcade@notaires.fr), située au 48 rue des Pyrénées à NAY (64800).

Maître Perrine LAFOURCADE est le notaire de la famille MONCADE depuis plusieurs années. Marie MONCADE a sollicité un rendez-vous pour évoquer plusieurs points relatifs à sa situation personnelle et familiale. Le rendez-vous a été fixé au 15 février 2024.

Afin de préparer le rendez-vous, vous consultez la base de données client et immeuble pour reprendre les informations concernant les membres de la famille MONCADE.

Vous avez extrait les informations suivantes :

- Marie MONCADE ([marie.moncade@orange.fr](mailto:marie.moncade@orange.fr)), 69 ans, célibataire, retraitée.  
Vit dans son pavillon de plain-pied fraîchement rénové sis 33 rue des coquelicots à NAY.  
Elle possède par ailleurs un appartement à PAU, loué.

Et ses deux enfants :

- Hervé MONCADE ([herve.moncade@gmail.com](mailto:herve.moncade@gmail.com)), 45 ans, chef d'établissement, marié depuis 2007 à Myriam GHAOUI, 48 ans, médecin radiologue, parents de deux enfants Inès (16 ans) et Yannis (14 ans). La famille vit à LARUNS, 12 rue du Pic du Midi d'Ossau.
- Amélie MONCADE ([amelie.moncade@free.fr](mailto:amelie.moncade@free.fr)), 42 ans, fleuriste, pacsée avec Joël DUPUIS, 57 ans, apiculteur demeurant à 15 rue du Vert Galant à COARRAZE.

Patrimoine de Marie MONCADE.

- Appartement situé à PAU quartier Dufau-Terrasse comprenant 3 pièces, 2 chambres, 65 m<sup>2</sup> de surface habitable avec balcon et terrasse. Le montant du loyer mensuel s'élève à 770 €. Bien acquis par succession suite au décès de ses parents et loué.
- Maison à usage d'habitation, résidence principale, située à NAY, 33 rue des coquelicots composée de trois pièces 90 m<sup>2</sup> de surface habitable avec un terrain d'environ 300 m<sup>2</sup>, bien acquis à titre onéreux en 1990.

Maître Perrine LAFOURCADE vous confie les trois missions suivantes<sup>1</sup> :

- Mandat de protection future de Marie MONCADE
- Donation-partage de Marie MONCADE
- Divorce d'Hervé MONCADE

---

<sup>1</sup> Les missions sont indépendantes les unes des autres.

## MISSION 1 - MANDAT DE PROTECTION FUTURE DE MARIE MONCADE (7 points)

Quelques mois auparavant, Marie MONCADE a eu un accident vasculaire cérébral (AVC) mineur, heureusement sans séquelles. Cet événement lui a fait prendre conscience de l'importance d'anticiper sa protection dans le cas d'une éventuelle incapacité.

Vous assistez au rendez-vous avec Maître Perrine LAFOURCADE qui reçoit Marie MONCADE et ses deux enfants Hervé et Amélie. Maître Perrine LAFOURCADE vous a transmis les notes suivantes.

### Famille MONCADE - rendez-vous du 15 février 2024

Situation de la cliente :

- inquiétudes sur la gestion future de ses biens ;
- évocation par Madame MONCADE du mandat de protection future qu'elle envisage de confier à sa fille.

Souhait de la cliente :

- avoir des précisions sur la mise en œuvre du mandat : comment s'organise la protection ? Son application est-elle immédiate dès la signature ?

Suite au rendez-vous, à la demande du notaire, vous réalisez les tâches suivantes :

1. **Formulez les éléments de réponse que le notaire a présenté à Madame Marie MONCADE lors du rendez-vous, pour les lui transmettre.**
2. **Afin de constituer le dossier :**
  - listez les formalités préalables à cet acte ;
  - justifiez chaque pièce collectée.
3. **Présentez le projet de taxation de cet acte en précisant le montant des émoluments et des droits d'enregistrement.**

## MISSION 2- DONATION-PARTAGE DE MARIE MONCADE (8 points)

Au cours du rendez-vous du 15 février 2024, il avait été convenu d'évoquer ultérieurement les points concernant l'anticipation de sa succession, lors d'une seconde entrevue, le 20 mars 2024.

En effet, Marie MONCADE, soucieuse de préserver les bonnes relations entretenues dans la famille, souhaite procéder à une donation-partage égalitaire de ses deux immeubles.

Au cours du rendez-vous, elle a précisé les éléments suivants :

- elle n'a pas consenti de donation antérieure à ses enfants dans les 15 dernières années ;
- elle est très attachée à son logement et ne souhaite pas en changer ;
- elle souhaite continuer à jouir des loyers de l'appartement de PAU ;
- elle veut que ses biens restent dans la famille au moins jusqu'à son décès et qu'ils demeurent des biens personnels de ses enfants ;
- elle propose de donner à son fils Hervé, l'appartement situé à PAU et à sa fille Amélie, la maison à usage d'habitation située à NAY.

Compte tenu des évaluations réalisées par deux agents immobiliers experts, le notaire a décidé de retenir la valeur vénale pour chaque bien à 210 000 €.

L'acte sera régularisé le 20 avril 2024.

### 4. Justifiez l'intérêt de cette donation-partage compte tenu de la situation de Marie MONCADE.

Dans le dossier confié, toutes les pièces nécessaires à l'établissement de l'acte ont été collectées et vérifiées.

### 5. Présentez les clauses à insérer dans l'acte correspondant aux souhaits de Marie MONCADE.

### 6. Rédigez une proposition de la clause « PROPRIÉTÉ JOUISSANCE ».

### 7. Calculez les droits de mutation à titre gratuit pour cet acte.

### 8. À la suite de la signature :

- listez les formalités à réaliser ;
- justifiez leur intérêt.

### MISSION 3 - DIVORCE D'HERVE MONCADE (5 points)

Ayant apprécié l'écoute et le professionnalisme de Maître Perrine LAFOURCADE, le fils de Marie, a récemment adressé un courriel à l'étude pour évoquer son projet de divorce. Maître Perrine LAFOURCADE vous l'a transmis.

#### Courriel envoyé par Hervé MONCADE à Maître LAFOURCADE, le 2 mai 2024

De : Hervé.moncade@gmail.com  
A : etude.lafourcade@notaires.fr  
Objet : demande d'informations divorce

Maître,

Je vous ai rencontré concernant la protection de ma mère le 15 février 2024.  
Je reviens vers vous pour un accompagnement relatif à ma situation familiale.

Mon épouse, Myriam, et moi sommes mariés depuis 2007 ; nous avons décidé de divorcer par consentement mutuel extrajudiciaire et sommes d'accord sur les points suivants :

- Myriam conservera la maison familiale située à Laruns achetée en 2008 grâce à un emprunt que nous avons contracté ensemble pour financer la totalité de l'acquisition. En 2010, grâce au produit de la vente de ses parts sociales d'un cabinet de radiologie à BIARRITZ, Myriam a remboursé la totalité de l'emprunt par anticipation.
- Quant à nos enfants, ils résideront une semaine chez l'un puis chez l'autre. Aucun des deux n'a demandé à être entendu par le juge.

Par ailleurs, je m'interroge sur :

- le sort de la donation-partage réalisée par ma mère, le 20 avril 2024, alors que notre projet de divorce n'est pas finalisé ;
- les conséquences du remboursement anticipé par Myriam relatif à l'acquisition de la résidence principale.

Dans l'attente de votre réponse,

Bien à vous.  
Hervé MONCADE

**9. Vérifiez l'opportunité de la mise en œuvre d'un divorce par consentement mutuel extrajudiciaire au regard des éléments exposés par le client.**

**10. Expliquez le rôle du notaire pour ce type de divorce.**

**11. Répondez par courriel aux deux interrogations du client évoquées ci-dessus.**

## **BASE DOCUMENTAIRE<sup>2</sup>**

**Annexe 1 – Fiches clients**

**Annexe 2 – Extrait d'acte de naissance de Marie MONCADE**

**Annexe 3 – Extraits du Code civil relatifs au mandat de protection future notarié**

**Annexe 4 – Extrait du Jurisclasseur/Lexisnexus Fascicule N° 1322**

**Le mandat de protection future**

**Annexe 5 – Article 278 code général des impôts (CGI)**

**Annexe 6 – Extraits du code général des impôts (CGI)**

**Annexe 7 – Détermination des abattements applicables**

**Annexe 8 – Jurisprudence en matière de divorce**

---

<sup>2</sup> Le contexte s'appuie sur une situation fictive élaborée pour les besoins du sujet.

## Annexe 1 – Fiches clients

NOM : MONCADE

Prénoms : Marie Jeanne Louise

Date et lieu de naissance : 10/01/1955 à OLORON-SAINTE-MARIE (64400)

Profession : retraitée

Téléphone : 06 64 55 XX XX

Adresse : 33 rue des coquelicots NAY (64800)

Nationalité : française

NOM : MONCADE

Prénoms : Hervé David

Date et lieu de naissance : 02/03/1979 à PAU (64000)

Situation familiale : marié sous le régime de la séparation de biens le 2 juillet 2007 à la mairie de LARUNS (64440)

Avec Myriam Ines GHAOUI née le 2 février 1982 à PAU (64000)

Contrat de mariage signé le 15 juin 2007 par Me Christian LAFOURCADE à NAY (64800)

Profession : Chef d'établissement

Téléphone : 06 64 55 XX XX

Adresse : 12 rue du Pic du Midi d'Ossau LARUNS (64440)

Nationalité : française

NOM : MONCADE

Prénoms : Amélie Sophie

Date et lieu de naissance : 14/02/1982 à PAU (64000)

Situation familiale : pacsée

avec Joël Fabien DUPUIS

Pacs signé le : 2 février 2011

Régime du pacs : séparation de biens

Profession : fleuriste

Téléphone : 06 65 65 XX XX

Adresse : 15 rue du Vert Galant COARRAZE (64800)

Nationalité : française

## Annexe 2 – Extrait d'acte de naissance de Marie MONCADE

Relevé COMEDEC

Mairie de OLORON SAINTE MARIE  
Vérification acte de naissance

Réponse	
Date de traitement Référence réponse Numéro d'acte	10/05/2024
État-civil	
<b>Titulaire</b>	
Nom	MONCADE
Prénoms	Marie Jeanne Louise
Sexe	Féminin
Date de naissance	10/01/1955
Ville de naissance	OLORON SAINTE MARIE
Pays/département	PYRÉNÉES-ATLANTIQUE
<b>Parent</b>	
Nom	MONCADE
Prénoms	René Auguste
Sexe	Masculin
Date de naissance	03/01/1915
Ville de naissance	ARROS-DE-NAY
Pays/département	PYRÉNÉES-ATLANTIQUE
<b>Parent</b>	
Nom	LEFLAMAND
Prénoms	Angèle Anne
Sexe	Féminin
Date de naissance	24/05/1917
Ville de naissance	AVRANCHES
Pays/département	MANCHE
Mentions : <u>néant</u>	



### **Annexe 3 – Extraits du Code civil : mandat de protection future**

#### **Livre I<sup>er</sup> : Des personnes (Articles 7 à 515-13)**

#### **Titre XI : De la majorité et des majeurs protégés par la loi (Articles 414 à 495-9)**

#### **Chapitre II : Des mesures de protection juridique des majeurs (Articles 425 à 494-12)**

#### **Section 5 : Du mandat de protection future (Articles 477 à 494)**

#### **Sous-section 2 : Du mandat notarié (Articles 489 à 491)**

#### **Article 490 version en vigueur depuis le 01 janvier 2009**

Par dérogation à l'article 1988 , le mandat, même conçu en termes généraux, inclut tous les actes patrimoniaux que le tuteur a le pouvoir d'accomplir seul ou avec une autorisation.

Toutefois, le mandataire ne peut accomplir un acte de disposition à titre gratuit qu'avec l'autorisation du juge des tutelles.

#### **Livre III : Des différentes manières dont on acquiert la propriété (Articles 711 à 2278)**

#### **Titre XIII : Du mandat (Articles 1984 à 2010)**

#### **Chapitre I<sup>er</sup> : De la nature et de la forme du mandat. (Articles 1984 à 1990)**

#### **Article 1988 version en vigueur depuis le 21 mars 1804**

Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

## **Annexe 4 – Extrait du Jurisclasseur/Lexisnexis Fascicule N° 1322 - Le mandat de protection future**

### **II – Tarif du notaire**

Article A444-79 du code de commerce

Les actes relatifs au mandat (numéros 35 à 38 du tableau 5) donnent lieu à la perception des émoluments suivants :

<b>Numéro de la prestation (Tableau 5 de l'article 4-7)</b>	<b>Désignation de la prestation</b>	<b>Émoluments</b>
34	Établissement du mandat	113,20 €
36	Révocation par le mandant	56,59 €
37	Renonciation par le mandataire	56,59 €

### **III – Taxation**

[...] lorsqu'il est notarié, le mandat de protection future est obligatoirement conclu par acte authentique. Il est alors enregistré au droit fixe de 125 € (CGI, art. 680)

## **Annexe 5 – Article 278 code général des impôts (CGI)**

Le taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée est fixé à 20%.

## Annexe 6 – Extraits du code général des impôts (CGI)

### Article 669 du CGI : barème de l'usufruit

Âge de l'usufruitier	Valeur de l'usufruit	Valeur de la nue-propriété
Moins de 21 ans	90 %	10 %
Moins de 30 ans	80 %	20 %
Moins de 40 ans	70 %	30 %
Moins de 50 ans	60 %	40 %
Moins de 60 ans	50 %	50 %
Moins de 70 ans	40 %	60 %
Moins de 80 ans	30 %	70 %
Moins de 90 ans	20 %	80 %
Plus de 90 ans	10 %	90 %

### Article 777 du CGI : tarif des droits applicables en ligne directe en matière de donation

FRACTION DE PART NETTE TAXABLE	TARIF applicable (%)
N'excédant pas 8 072 €	5
Comprise entre 8 072 € et 12 109 €	10
Comprise entre 12 109 € et 15 932 €	15
Comprise entre 15 932 € et 552 324 €	20
Comprise entre 552 324 € et 902 838 €	30
Comprise entre 902 838 € et 1 805 677 €	40
Au-delà de 1 805 677 €	45

## Annexe 7 – Détermination des abattements applicables

Les abattements sont déterminés par le lien de parenté existant entre le donateur et le donataire.

Lien de parenté	Abattement
en ligne directe (enfants vivants ou représentés ou ascendants)	100 000 € *
au profit d'un petit enfant	31 865 € *
au profit d'un arrière petit enfant	5 310 € *
au profit d'une personne handicapée	159 325 € **
au profit d'un conjoint ou partenaire de PACS	80 724 €
au profit d'un frère ou sœur	15 932 €
au profit d'un neveu ou nièce	7 967 € *

\* cumul éventuel avec le don familial de sommes d'argent exonéré.

\*\* cumul éventuel avec tous les autres abattements.

**À noter :** les donations entre concubins ne font l'objet d'aucun abattement.

### Périodicité et cumul des abattements

Ces abattements concernent les donations consenties par un même donateur à un même donataire sur une période de 15 ans.

Source : *impots.gouv.fr*, le 25/10/2021

## Annexe 8 – Jurisprudence en matière de divorce

### Extrait de l'arrêt de la Cour de cassation, première chambre civile, du 17 mars 2021

[...]

#### Faits et procédure

1. Selon l'arrêt attaqué (Paris, 9 mai 2019), un jugement a prononcé le divorce de M. V... et de Mme T..., mariés sous le régime de la séparation de biens. Des difficultés sont nées lors du règlement de leurs intérêts patrimoniaux.

[...]

#### Énoncé du moyen

3. Mme T... fait grief à l'arrêt de rejeter sa demande de créance au titre de l'acquisition du bien immobilier sis [...], alors « que seul le remboursement par l'un des époux marié sous le régime de la séparation de biens des échéances d'emprunt, à l'exclusion d'un apport en capital personnel, destiné à financer l'acquisition en indivision de la résidence principale ou secondaire de la famille, est susceptible de participer de l'exécution de sa contribution aux charges de la vie commune ou du mariage ; qu'après avoir elle-même retenu que le logement principal des époux avait été [...] financé par un apport personnel de Mme U... T... de 105 200,18 euros", la cour d'appel l'a cependant déboutée de sa demande de créance contre son époux au motif que : [...] les versements effectués par l'un des époux pendant le mariage tant pour régler le prix d'acquisition d'un bien immobilier constituant le domicile conjugal que pour rembourser les mensualités des emprunts immobiliers contractés pour en faire l'acquisition [...] participent de l'exécution de son obligation de contribution aux charges du mariage" ; qu'en statuant ainsi quand seul le remboursement des échéances de l'emprunt était susceptible d'être considéré comme une contribution aux charges du mariage, la cour d'appel a violé les dispositions des articles 214 et 1536 et suivants du code civil. »

#### Réponse de la Cour

Vu l'article 214 du code civil :

4. Il résulte de ce texte que, sauf convention contraire des époux, l'apport en capital de fonds personnels, effectué par un époux séparé de biens pour financer la part de son conjoint lors de l'acquisition d'un bien indivis affecté à l'usage familial, ne participe pas de l'exécution de son obligation de contribuer aux charges du mariage.

5. Pour rejeter la demande de créance de Mme T... au titre de l'acquisition du bien immobilier sis [...] , après avoir constaté que l'immeuble, acquis par les époux pour constituer le logement de la famille, avait été financé pour partie au moyen d'un apport personnel de Mme T..., l'arrêt retient, d'abord, que la clause du contrat de mariage stipulant que chacun des époux sera réputé s'être acquitté jour par jour de sa part contributive aux charges du mariage leur interdit de prouver que l'un ou l'autre ne se serait pas acquitté de son obligation, ensuite, que les versements effectués par l'un d'eux pendant le mariage, tant pour régler le prix d'acquisition d'un bien immobilier constituant le domicile conjugal que pour rembourser les mensualités des emprunts immobiliers contractés pour en faire l'acquisition, participent de l'exécution de son obligation de contribution aux charges du mariage, sauf s'ils excèdent ses facultés contributives, enfin, que Mme T... ne démontre pas que sa participation financière à l'acquisition du domicile familial a excédé son obligation de contribution aux charges du mariage.

6. En statuant ainsi, la cour d'appel a violé le texte susvisé.

PAR CES MOTIFS, la Cour :

CASSE ET ANNULE, mais seulement en ce qu'il rejette la demande de Mme T...tendant à se voir reconnaître une créance au titre de l'acquisition du bien immobilier sis [...], l'arrêt rendu le 9 mai 2019, entre les parties, par la cour d'appel de Paris ;